

**TOUS
À L'ÉCOLE**

Le prêt pour payer l'école de vos enfants



5 mois de salaire
Réponse en 24H
Remboursable sur 11

BANK OF AFRICA
EMCE GROUP
www.boa.tg.com



www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0609 du 11 au 17 Juin 2024- Prix : 250 F CFA

POLITIQUE-ASSEMBLEE NATIONALE :

DIPLOMATIE :
Tirer le meilleur parti
de la Corée du sud p.2



Prof Kossivi Hounaké

**LES DÉPUTÉS ÉVOLUENT SOUS
LA CINQUIÈME RÉPUBLIQUE** p.3

En un clic,
payez votre
TVM par



sur l'application
OTR TVM
Disponible sur Google Play



OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg



EDITO

Peut-on vivre sans principes ?

Dans "Maximes et pensées, caractères et anecdotes", Nicolas de Chamfort affirme ceci : "L'homme sans principe est aussi ordinairement un homme sans caractère, car s'il était né avec du caractère, il aurait senti le besoin de se créer des principes."

La question que l'on peut se poser ici est de savoir si l'on peut vivre sans principes ?

Si nous partons du fait que toutes les grandes choses de l'humanité ont été accomplies au nom de principes absolus, nous pouvons donc affirmer qu'il y a un principe bon qui crée l'ordre, la lumière et le bonheur, et un principe mauvais qui crée le chaos, les ténèbres et la souffrance.

Vivre sans principes, c'est donc mourir à petit feu. Ayons donc des principes.

Crédo TETTEH

DIPLOMATIE :

TIRER LE MEILLEUR PARTI DE LA CORÉE DU SUD

Participant au premier sommet Corée-Afrique qui a réuni une trentaine de chefs d'État et de gouvernement à Séoul, le Président de la République, Faure Gnassingbé, a servi de "VRP" pour une coopération bénéfique à son pays. "D'abord, le Togo est un pays de petite taille qui ne peut prétendre vivre replié sur lui-même. Ensuite, le Togo bénéficie d'un positionnement stratégique au carrefour de l'Afrique de l'Ouest. Enfin, il dispose d'un port en eau profonde et important. Il était donc naturel pour le Togo de se développer comme un hub régional et de s'ouvrir sur l'Afrique de l'Ouest, un marché de 400 millions de consommateurs en pleine transformation" a fait remarquer le chef de l'Etat, mettant en exergue le rôle du secteur privé dans les processus de développement du continent, avec une forte implication de l'Etat.

Pour Faure Gnassingbé, il revient évidemment à l'Etat de faciliter le développement du secteur privé. Il a indiqué que chacun a compris aujourd'hui que l'ouverture économique doit s'accompagner d'un environnement favorable aux entreprises. "Je pense à la fois à la sécurité juridique comme à la stabilité fiscale, aux mesures qui peuvent être prises en faveur des partenariats public-privé et aux autres initiatives sur la poursuite de l'ouverture" a déclaré Faure Gnassingbé, qui cite en exemple le cas des agropoles et des ZAPP au Togo.

En effet, la mise en valeur des zones d'aménagement agricole planifiée au Togo a permis d'aménager plus de 11.000 hectares de terres. Des agropoles qui ont été créés regroupent déjà plus de 11.000 producteurs.

Un soutien en intrants agricoles a été fourni à 259 organisations paysannes et sept des onze centres de transformation agricole prévus



Le Chef de l'Etat échangeant avec des investisseurs

sont en cours de construction. Les résultats de cette implication volontaire de l'Etat sont évidents. Les rendements agricoles ont bondi, en triplant en quelques années.

Agriculture, climat, économie numérique.

A Séoul, Faure Gnassingbé a donc multiplié les rencontres pour vendre la destination Togo aux institutions et aux opérateurs économiques, à l'exemple de Monsieur Cho Chaeho, responsable de l'autorité de tutelle de la Korea-Africa Food and Agriculture coopération initiative (KAFACI), une structure de partenariat technologique agricole à l'échelle continentale. "Nous avons discuté de la coopération agricole. Le Togo a exprimé son souhait de rejoindre le projet KAFACI, une initiative de coopération technique agricole entre la Corée et les pays africains. Nous avons convenu d'envoyer des responsables au Togo pour accompagner le pays à finaliser son adhésion en août prochain", a déclaré Monsieur Cho Chaeho, président de l'Autorité nationale de développement agricole. Le projet KAFACI au Togo vise en particulier à fournir une assistance technique pour améliorer la culture du riz. On affirme que l'adhésion du Togo à cette initiative sera un point de départ important pour la coopération

agricole entre la Corée et le Togo, et permettra de renforcer significativement les échanges et la coopération bilatérale.

Chang Won-Sam, président de l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA), quant à lui, a exprimé l'engagement de son pays à redynamiser le partenariat avec le Togo et accompagner le pays dans sa politique de développement de l'économie numérique. Quant à la Fondation Corée-Afrique (KAF), elle veut accompagner le Togo dans sa politique de développement de l'économie numérique et d'amélioration des systèmes douanier UNIPASS, de passation de marchés publics et du système santé, à travers l'Assurance maladie universelle.

Lors de ce sommet, Faure Gnassingbé a également rencontré la Directrice exécutive du Fonds vert pour le climat. Mafalda Duarte souhaite renforcer son partenariat avec le Togo dans la stratégie nationale de renforcement de la résilience des populations face au changement climatique.

Pour le Togo, il est question de s'inspirer du modèle de développement de la Corée qui, de pays pauvre dans les années 60, est devenu, aujourd'hui, un pays pourvoyeur d'aide. La coopération entre Lomé et Séoul, qui remonte à juillet 1963, avec l'établissement des relations diplomatiques, a connu

ces dernières années, un nouveau dynamisme avec la visite en mars 2023 du Ministre togolais des affaires étrangères en Corée du Sud et celle du Premier ministre sud-coréen au Togo en octobre 2023.

A Séoul, Faure Gnassingbé et Yoon Suk-yeol ont convenu des mécanismes de renforcement de cette coopération dans des secteurs prioritaires, notamment l'éducation (science technologie, ingénierie et mathématiques), la santé, les infrastructures et l'autosuffisance alimentaire.

Jeunesse et terrorisme

Au Centre international de l'ONG International Youth Fellowship (IYF), du Pasteur Ock Soo Park, Faure Gnassingbé a rappelé la nécessité d'une formation et d'une éducation de qualité pour les jeunes, afin d'éviter à ces derniers, des vices et déviations qui les incitent parfois à intégrer des groupes terroristes et à s'adonner à l'extrémisme violent dans la région d'Afrique de l'Ouest.

"Être jeune, c'est un état. Il me semble qu'un jeune éduqué, qui a de bonnes valeurs, est une chance, un avenir pour le pays. Mais un jeune qui n'est pas éduqué, qui n'a pas de valeurs peut détruire son environnement ou son pays", a-t-il dit. Faure Gnassingbé a rappelé les menaces terroristes auxquelles font face les pays de l'Afrique de l'Ouest et surtout de l'enrôlement des jeunes désœuvrés dans ces activités criminelles qui sont à l'origine de la fermeture des écoles, des hôpitaux et provoquant un déplacement massif des populations.

Il a donc loué le travail que font le pasteur Ock Soo Park et son centre à l'endroit de la jeunesse du monde entier pour la ramener sur le droit chemin, avec des valeurs qui puissent leur permettre de grandir sereinement.

Ali Samba

Economie / 9ème édition du FESTICACO et de FESTICOFFEE 2024 :

SEM Aly Touré a pris part au Festival du cacao et du café

La neuvième édition du "Cacao & Coffee Festival", s'est déroulée du 29 au 31 mai, sur l'esplanade de l'hôtel de ville de Yaoundé, capitale camerounaise. Selon les promoteurs, ce festival est une vitrine des opportunités offertes par les deux filières et une occasion de promouvoir la consommation locale du cacao et du café camerounais.

La cérémonie officielle a connu la présence effective du Togolais Anselme Gouthon, président de l'agence des Cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar et de SEM Aly Touré, porte-parole des pays producteurs de Cacao au sein de l'Organisation Internationale du Cacao, et représentant permanent de la Côte d'Ivoire auprès des Organisations Internationales de



SEM Aly Touré

Cacao (ICCO). Ce dernier a profité de l'occasion pour s'entretenir avec les participants sur les enjeux de la cacao culture en côte d'ivoire. Il a aussi fait le point sur les dernières résolutions de la déclaration de Bruxelles (cinquième conférence mondiale sur le cacao qui s'est

déroulée en avril dernier).

Le festival camerounais du cacao et le festival camerounais du café font leur retour sous une formule combinée et une nouvelle dénomination provisoire : "Cacao & Coffee Festival", a déclaré Luc Magloire Mbarga Atangana,

ministre du Commerce. "C'est une formule test de combinaison de deux manifestations anciennement connues sous les dénominations de Festicacao et Festicoffee.", a-t-il ajouté.

Organisé par le Conseil Interprofessionnel du Cacao et du Café (CICC), en partenariat avec le ministère du Commerce, le festival s'est déroulé sous le thème "Valorisons le cacao et le café de nos terroirs". Des séances de formation, des échanges entre experts des deux filières, des expositions et des séances de dégustation de produits à base de cacao et de café, ont meublé cette rencontre.

Baptisé Cacao & Coffee Festival, la grand-messe du cacao et du café a connu la participation de plusieurs acteurs continentaux du secteur café cacao.

Dodo ABALO



Récépissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

23Rue Formatec, Agoè-CAcavéli

01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse, Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Directeur de la Publication :

Ali SAMBA

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali SAMBA

Infographie : JPB

Crédit Photos: KEKERE Razak

Impression : Saint Louis

Tirage : 2.500 exemplaires

Distribution: Dodo Abalo (90 975256)

POLITIQUE-ASSEMBLEE NATIONALE :

Les Députés évoluent sous la cinquième République

Depuis quelques jours, certains esprits tentent de semer la confusion à propos de la nouvelle constitution togolaise, promulguée le 6 mai 2024 par le Chef de l'Etat, et entrée en vigueur. Si par abus du vocable "politique", certaines sujets politiques intoxiquent l'opinion, car n'évoluant pas dans la cinquième République, consacrant le régime parlementaire, il faut tout simplement comprendre qu'ils sont dans un jeu polluant, en ce sens qu'ils ne pourront plus se dédire, par manque d'humilité et au risque de lamentablement se ridiculiser.

Par Crédo TETTEH

Ayant pollué l'esprit de leurs militants par des contre-vérités, ces opposants sont condamnés à demeurer dans une logique exécrationnelle, quitte à se faire harakiri. Tellement, ils ont passé le clair de leur temps politique à mentir et à tromper ceux et celles qui les suivent.

L'histoire d'un pays étant évolutif, le train qui a quitté la gare depuis, et sans eux, arrivera à coup sûr à bon port sans eux, sauf s'ils décident d'y monter à une prochain



Professeur Kossivi Hounaké

ne probable station. Mais les connaissant, comme imbus de leur personne et ayant fricoté avec la honte, à telle enseigne qu'ils s'y confondent, les opposants essouffés jouent dorénavant le rôle de "décors politiques". A l'image d'une bonne dame revendeuse de nourritures aux abords des rues qui est obligée, par souci de faire le maximum de bénéfiques, de réchauffer de vieilles sauces pour la revente. Triste image d'une opposition togolaise qui ne se remet jamais en cause et qui, décidément, n'apprend jamais de ses erreurs et de ses errements.

Les Députés adoptent leur

règlement intérieur en fonction de la nouvelle Constitution

Les députés ont adopté le 30 mai dernier, le règlement intérieur de l'Assemblée nationale. Désormais, c'est ce texte qui réglera le fonctionnement de l'Assemblée nationale où l'opposition se retrouve avec cinq sièges, dont deux estiment ne pas siéger pour ainsi, protester contre la nouvelle Constitution que les Togolais dans leur grande majorité se sont librement dotés.

Selon l'expertise du Professeur Kossivi Hounaké, la nouvelle Constitution promulguée le 6 mai est entrée en vigueur deux jours après, alors que les résultats défini-

TO
GO

tifs des élections législatives ont été proclamés plus tard le 13 mai. " Donc les députés sont élus sous le régime de la Constitution de la 5^e République. Le règlement intérieur doit être fait en prenant en compte la nouvelle Constitution. Des gens font une erreur grossière de compréhension et d'interprétation de la loi ", affirme le Professeur Hounaké.

Pour rappel, Brigitte Adjamagbo-Johnson, députée élue de la Dynamique pour la majorité du peuple (DMP) estime avoir voté contre le règlement intérieur pourtant adopté selon nos informations à l'unanimité, sous prétexte " qu'ils sont élus sous la Constitution de 1992 ". Une aberration ou une mauvaise foi de dame Brigitte Adjamagbo-Johnson qui est facilement définissable en politique comme une "emmerdeuse". En effet, elle ne cesse de ramer à contre-courants à volonté, juste pour jouer à la contradiction. Se prononçant sur le sujet, Kossivi Hounaké, professeur agrégé de droit public à l'Université de Lomé a affirmé qu'il s'agit d'une mauvaise compréhension et interprétation de la loi.

Il est à rappeler que le nouveau règlement intérieur, adopté sous la Constitution du 6 mai 2024, intègre des innovations majeures. Il s'agit de l'élection du Président de la République et la désignation du Président du Conseil, des rapports entre l'Assemblée nationale et certaines institutions de la République, à l'instar du Conseil économique, social et environnemental ainsi que de la Cour de justice de la République. Le président de l'Assemblée nationale sera désormais élu pour un mandat de 3 ans renouvelable une fois. Le règlement intérieur devrait être déjà sur la table de la Cour constitutionnelle pour juger de sa conformité aux dispositions du texte fondamental du pays.

Une nouvelle Constitution régit le Togo depuis le 6 mai 2024. Les opposants devraient l'intégrer, de gré ou de force dans leur raisonnement. Toute autre chose contraire n'est que de la mauvaise foi. Les opposants ont dit aux Togolais de porter massivement leurs voix sur leurs listes pour qu'ils aient la majorité à l'Assemblée. Ainsi, ils pourraient faire demeurer la 4^e république avec la Constitution de 1992. Le peuple ne les a pas écoutés. Bien au contraire. Les Togolais leur ont donné une paire de gifles bien appliquée et bien retentissante. Ils devraient en faire une raison et laisser les Togolais tranquilles. A bon entendeur...

COTON :

Le désamour entre les producteurs de coton et OLAM

Au Togo, les producteurs de coton sont en colère contre OLAM, le géant de l'agroalimentaire, qui détient 51% du capital de la Nouvelle société cotonnière de Togo, chargée de la commercialisation du produit. Ils dénoncent des pratiques de leur partenaire qui ne leur permet pas d'avoir un bon rendement de leur production depuis 3 ans. Ils menacent de ne pas produire cette année et demandent le départ de OLAM.

Objectif non atteint

A la prise de la Nouvelle société cotonnière du Togo en 2020, OLAM, avait annoncé porter le rendement de la culture du coton à 1100 kg par hectare. Depuis 3 saisons, elle peine à atteindre cet objectif au grand désarroi des producteurs. Pour la saison écoulée, la NSCT annonce dans un communiqué, un rendement de 844 kilogrammes à l'hectare.

Les producteurs contestent ce chiffre et accusent OLAM de manipulation de données. " La réalité, c'est que on a amené OLAM pour avoir un bon rendement au champ, avoir les produits de qualité. Mais je vous assure que depuis leur arrivée, le rendement au champ ne tient pas.



La table d'honneur ; au milieu, Koussouwè Kourouféi, le président du FNGPC

Cette année, 100 000 ha que nous avons fait, on a fait sortir seulement que 600 Kg par hectare. Mais ils nous disent que c'est 844 kg. C'est Faux ", a déclaré Koussouwè Kourouféi, le président de la Fédération Nationale des Groupements de Producteurs de Coton (FNGPC).

Kanta Serre, producteur de la localité de Blitta au centre du pays, relève quelques manquements qui induisent le faible rendement depuis la prise en main de la filière par OLAM au Togo. " Nous avons vu qu'au démarrage des campagnes, le matériel ou bien l'outil qu'il faut au producteur pour emblaver son champ, il ne l'a pas. Si nous prenons les intrants, à peine on arrive à avoir les intrants en quantité pour

mieux réussir nos opérations. La suite, c'est les herbicides sélectifs pour sarcler sur le coton, c'est aussi insuffisant. Les petits producteurs qui n'ont pas réussi ont brûlé leur champ pour faire autres choses ", a-t-il indiqué.

Selon Matinkawé Kpéssakom, président de la fédération des producteurs de coton de la région maritime, les prix d'achat du coton-graine, revu à la baisse, et le coût élevé des intrants, sont aussi des motifs de mécontentement des contonculteurs. Il dit : " Pour la campagne écoulée, c'était à 300 F, le prix d'achat du kilogramme de coton. Et le prix de l'engrais était à 14 000 Francs. Pour cette campagne, il nous propose un prix à 274 et le prix d'en-

Suite à la page 4

lemedium2013@yahoo.fr

Zozo

PIDU : LE TOGO ET LA BANQUE MONDIALE FONT LE POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE



Le ministre d'Etat, Kodjo Adedze, en charge de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière, a échangé lundi 03 juin avec une délégation de l'équipe du Projet d'infrastructures et de développement urbain (PIDU) de la Banque mondiale. Objectif : faire le point sur la mise en œuvre du projet.

Les discussions ont ainsi porté sur les différentes actions menées dans le cadre du projet. Entre autres, la construction d'infrastructures d'adduction d'eau potable à Naki-est et à Dapaong, la réhabilitation du pont de Kpeléouwayi, ainsi que les travaux de voirie à Kara.

L'occasion pour les deux parties de saluer les résultats positifs enregistrés en termes d'infrastructures et de création d'emplois. En tout, près de 142.000 emplois ont été créés au cours de la phase d'exécution du projet.

Le ministre a rappelé l'élaboration en cours des Schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme pour 06 communes (Zio 1, Kloto 1, Ogou 1, Tchaoujo 1, Tône 1 et Kozah 1). L'officiel a également annoncé la prise des dispositions pour le démarrage des études des ouvrages d'approvisionnement en eau potable de Naki-est à partir du barrage de Dalwak de Dapaong.

En rappel, le PIDU est financé conjointement par la Banque mondiale et le gouvernement togolais, avec une enveloppe globale de 16 milliards FCFA. Le projet vise à améliorer l'accès à des infrastructures et services de base dans les villes.

Source : @Republiquetogolaise.com

LUTTE CONTRE LES MALADIES TRANSMISSIBLES : L'ALLEMAGNE OFFRE DE NOUVEAUX EQUIPEMENTS AU CENTRE DES MALADIES INFECTIEUSES DE KARA



La coopération entre la République Fédérale d'Allemagne et la République Togolaise s'est une fois encore illustrée positivement. L'Allemagne a offert, la semaine dernière, un important lot de matériels médicaux au Centre des maladies infectieuses (Cmi) de Kara.

Dans le cadre du Programme de renforcement du système sanitaire, notamment dans les domaines de la santé reproductive et droits sexuels (ProSanté) mis en œuvre par la Giz-Togo, un important lot de matériels médicaux a été réceptionné par le ministre togolais de la Santé, Moustafa Mijiyawa, au profit du Centre des maladies infectieuses (Cmi) de Kara.

Composé d'équipements de réanimation, de stérilisation, de froid pour la conservation des corps, du matériel informatique et bureautique ainsi que des mobiliers médicaux, ce don est estimé à une valeur de 400.000 euros, environ 260 millions de Francs Cfa.

C'est l'ambassadeur d'Allemagne et chef de la délégation des ambassadeurs, Dr Claudius Fischbach, qui a remis officiellement ce don au ministre de la Santé, Moustafa Mijiyawa. Le diplomate allemand a, tout d'abord relevé l'importance de la santé comme pilier du développement avant de réaffirmer l'engagement de l'équipe Europe à soutenir le Togo.

Pour le ministre de la Santé, " ces outils entrent dans le grand cadre de la lutte contre les maladies transmissibles, notamment les maladies infectieuses et viennent renforcer deux autres volets à savoir la prévention par la vaccination et la lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA "

@macite.tg

Zozo
MARCHE FINANCIER REGIONAL : LE
TRÉSOR PUBLIC TOGOLAIS LÈVE 36,9
MILLIARDS DE FCFA



Le Togo vient d'enregistrer un nouveau succès sur le marché financier régional. A la recherche de 35 milliards de francs Cfa, via une émission simultanée de Bons assimilables du trésor (Bat) et d'Obligations assimilables du trésor (Oat), le Trésor public togolais a réussi à mobiliser, le vendredi 07 juin dernier, 36,9 milliards de francs Cfa. Selon la fiche technique de l'opération, le Trésor public togolais a collecté 32,3 milliards, via les Bons Assimilables de Trésor (Bat) émis sur la maturité de 182 jours aux taux d'intérêts multiples. Pour ce qui est des Obligations Assimilables du Trésor (Oat), elles ont permis de collecter 4,6 milliards de francs Cfa, émises à des taux d'intérêt annuels de 6,1% et 6,4% sur des maturités respectives de trois (03) et cinq (05) ans. Au total, quelque 45 milliards de Fcfa de soumissions ont été recueillis, soit un taux de couverture de 130,62%. Notons que cette nouvelle opération sur le marché financier régional porte ainsi à 429,9 milliards de Fcfa collectés, sur les 607 milliards de francs Cfa à mobiliser cette année.

@macite.tg

CYBER DEFENSE AFRICA RECRUTE UN ANALYSTE CYBERSÉCURITÉ



Au Togo, la société Cyber Defense Africa (CDA) recherche un analyste cybersécurité de niveau 1. Le ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale vient de lancer un appel à candidatures à cet effet. Selon les termes de l'appel, le futur analyste doit être titulaire d'une Licence en informatique, en ingénierie, en système d'information ou dans un domaine connexe. Ses missions consisteront à surveiller d'alerte et traiter les incidents remontés par les clients, à remonter les menaces inconnues vers les analystes de niveau 2 ou encore à mener des tests de vulnérabilité. La date butoir des dépôts de candidature est fixée au 17 Juin 2024 à 16h. Les conditions peuvent être consultées sur le site du ministère. Pour rappel, Cyber Defense Africa, créée en 2019 à la faveur d'une joint-venture entre le gouvernement et le spécialiste polonais de la cybersécurité Assec, est chargée d'assurer la sécurisation des systèmes d'information au Togo et par-delà ses frontières.

Source : @Republiquetogolaise.com

CONSOMMATION :

Hausse de 1,6% des prix à la consommation en Mai 2024 (Glissement mensuel)

L'indice national harmonisé des prix à la consommation (INHPC) a augmenté de 1,6% en mai 2024, par rapport à son niveau d'avril 2024 du fait de la hausse des prix des : "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+4,3%) ; "Transports" (+0,5%) et "Restaurants et Hôtels" (+0,2%). Les prix ont cependant régressé pour la fonction de consommation "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (-0,9%). Par rapport à mai 2023, le niveau général des prix a progressé de 3,9%.

Les postes de consommation, dont les variations de prix sont les plus contributives à la hausse des indices des fonctions en mai 2024, sont : "Céréales non transformées" (+6,4%) ; "Tubercules et plantain" (+13,3%) ; "Légumes frais en fruits ou racine" (+13,3%) ; "Légumes secs et oléagineux" (+9,2%) ; "Légumes frais en feuilles" (+7,9%) ; "Autres produits à base de tubercules et de plantain" (+9,3%) ; "Poissons et autres produits séchés ou fumés" (+1,8%) ; "Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a" (+3,6%) ; "Huiles" (+2,4%) ; "Autres matières grasses" (+5,7%) ; "Pâtes alimentaires" (+0,9%) ; "Boissons non alcoolisées artisanales" (+6,0%) ; "Poissons frais" (+2,2%) ; "Carburants et lubrifiants"

(+0,9%) et "Restaurants, cafés et établissements similaires" (+0,2%). A contrario, le poste "Combustibles solides et autres" (-5,6%) a contribué à la baisse de l'indice.

Les plus fortes hausses

L'augmentation du niveau des indices, observée en mai 2024, est le fait du renchérissement des variétés suivantes : "Maïs séché en grains crus vendu au grand bol" (+11,2%) ; "Riz importé brisé vendu au petit bol" (+6,5%) ; "Riz local longs grains vendu au petit bol" (+4,2%) ; "Riz importé longs grains vendu au petit bol" (+1,6%) ; "Banane plantain mûre" (+18,6%) ; "Patate douce fraîche" (+14,7%) ; "Igname" (+13,3%) ; "Manioc frais (Agbéli)" (+4,1%) ; "Tomates rondes (Pomme)" (+35,4%) ; "Oignon frais rond" (+14,4%) ; "Carottes" (+10,4%) ; "Haricots rouges secs" (+18,2%) ; "Haricots blancs secs" (+10,4%) ; "Sésame" (+2,2%) ; "Arachide décortiquée crue" (+2,2%) ; "Salade verte locale (Laitue)" (+65,9%) ; "Choux vert" (+33,2%) ; "Gboman" (+26,2%) ; "Chips" (+12,6%) ; "Farine de manioc (Gari)" (+11,2%) ; "Manioc râpé (Agbélima)" (+7,8%) ; "Cossette de manioc" (+5,8%) ; "Tapioca petit grain" (+3,3%) ; "Sardinelles fumées (Adiadoè)" (+10,9%) ; "Doèvi séché (Anchois)" (+9,4%) ; "Doèvi frit" (+6,2%) ;



Salade verte locale (laitue) +65,9%, la plus forte hausse

"Carpe frite à l'huile rouge" (+6,1%) ; "Saloumon fumé" (+4,1%) ; "Doèvi fumé (Anchois)" (+1,6%) ; "Piment rouge frais" (+23,7%) ; "Piment rouge sec" (+14,5%) ; "Piment rouge sec en poudre" (+8,5%) ; "Ail frais" (+6,1%) ; "Huile végétale" (+6,0%) ; "Noix de palme (Décou)" (+7,2%) ; "Pâte d'arachide" (+1,1%) ; "Vermicelle" (+1,9%) ; "Liha sucré" (+12,4%) ; "Jus de bissape" (+9,1%) ; "Carpe fraîche (akpavi moumou)" (+3,9%) ; "Chinchard frais (Akpala moumou)" (+1,9%) ; "Essence super de rue" (+13,5%) ; "Essence mélange de rue" (+11,4%) et "Plat de kom + poisson frit" (+3,3%). Contrairement aux variétés ci-dessus listées, les prix ont baissé pour la variété "Charbon de bois" (-6,8%). Calculé hors produits alimentai-

res, le niveau général des prix a connu une quasi-stabilité sur le plan national. L'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice hors énergie, hors produits frais) a progressé de 0,7%. Eu égard à l'état des produits, les prix ont augmenté de 4,9% pour les "Produits frais". Relativement à la provenance, les prix des produits "locaux" ont progressé de 2,0% et ceux des produits "importé" de 0,5%.

Du point de vue de la classification sectorielle, la hausse du niveau général des prix est due à celle des prix des produits du secteur "primaire" (+7,1%) et "secondaire" (+0,4%). Pour ce qui est de la durabilité, la hausse observée provient essentiellement de l'augmentation des prix des produits "Non durables" (+2,5%).

COTON :

Le désamour entre les producteurs de coton et OLAM

Suite à la page 4

grais est rehaussé jusqu'à 25 000 Francs.

Si rien n'est fait pour cette campagne, les producteurs ont décidé de ne plus produire. Parce que si le prix d'achat est diminué à 274 Francs et en rehaussant le prix de l'engrais qui est à 25 000 francs, si on fait notre compte d'exploitation, on ne s'en sort pas. Donc, nous sommes décidés s'ils ne revoient pas ce qu'on leur réclame, on ne va pas produire le coton".

67 000 tonnes et 20 Milliards pour la saison écoulée

Un communiqué de la NSCT soutient tout de même que la campagne cotonnière 2023/2024 vient de se terminer avec les dernières opérations d'égrenage et le paiement des derniers groupements de producteurs de coton.

Cette campagne a permis de réaliser une production de 67 718 tonnes, une évolution de 45% par rapport à la campagne précédente. " Toutes les régions ont amélioré leur performance ", affirme la NSCT qui ajoute que ce résultat, extrêmement encourageant, est le fruit du travail acharné, du dévouement et de la résilience des cotonculteurs ainsi que du soutien de l'encadrement technique. La filière cotonnière togolaise tient à féliciter et remercier l'ensemble des acteurs qui ont contribué à ce succès.

La NSCT fait savoir aussi que

la campagne 2023/2024 a généré des revenus bruts de plus de 20 milliards de francs CFA pour les cotonculteurs, consolidant ainsi le rôle crucial de la culture du coton dans le développement du monde rural et l'amélioration des conditions de vie des paysans. Ce rebond marque une étape importante dans la revitalisation de ce secteur clé pour l'économie togolaise.

Sur les 20 milliards de FCFA de revenus bruts, les producteurs estiment qu'il ne faut pas fantaser sur ce montant. Ils indiquent qu'ils n'ont pas encore soldés le paiement des intrants, la main d'œuvre, l'entretien des parcelles et autres. " Si nous sortons tout ceci des 20 milliards, le producteur n'a rien ", a martelé Koussouwè Kouroufeï.

Dans un communiqué, la NSCT s'est engagée à continuer de soutenir rigoureusement les producteurs de coton, afin d'améliorer les performances et de fournir des solutions toujours plus efficaces.

Koussouwè Kouroufeï estime que c'est de la poudre aux yeux... " OLAM est en train de nous tromper parce que, comment la fibre est vendue, ce n'est pas ça, On a dissous les commissions qui étaient dans la vente des intrants, la passation des marchés, c'est un seul fournisseur qui envoie les intrants très chers aux producteurs. On est déçu et nous réclamons que OLAM n'a qu'à partir

et nous invitons le chef de l'Etat au secours ". Un mémorandum a été envoyé à cet effet au Gouvernement pour une meilleure

gestion de la filière cotonnière au Togo.

Koudjoukabalo



NOTE D'INFORMATION DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES
Relative à la reprise des paiements des impôts, droits et taxes à travers les plateformes des banques UTB et IB Bank-Togo

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance de tous les contribuables et partenaires que **les services de paiement à travers les plateformes informatiques des banques commerciales partenaires Union Togolaise de Banque (UTB) et International Business Bank Togo (IB Bank-Togo) sont à nouveau rétablis et disponibles** pour les paiements de leurs impôts, droits et taxes.

Le Commissaire Général remercie chacune et chacun pour son aimable compréhension.

Fait à Lomé, le 31 mai 2024

Le Commissaire Général

Signature
Philippe Kokou B. TCHODIE

8201
www.otr.tg
+228 90 90 41 01
FEDERER POUR BATH

EDUCATION :

Les élèves des écoles primaires aux bons soins du Gouvernement

Le programme national d'alimentation scolaire a un véritable impact significatif sur la vie des écoliers togolais. Depuis qu'il est mis en œuvre dans les 5 régions administratives du pays, les conditions de vie des petits apprenants, par rapport à précédemment, sont devenues comme le jour et la nuit. A cela, le programme de protection sociale en milieu scolaire, appelé School Assur, ajoute une dimension supplémentaire à cette protection des petits écoliers du Togo.

Ils ont maintenant accès à une alimentation nutritive. Pour de nombreux enfants, surtout qui vivent en milieu rural, jugé comme plus vulnérable comparé aux autres zones du territoire, ces repas servis dans les cantines scolaires sont leur principale source de nutrition. Grâce à des repas équilibrés et nutritifs, les cantines scolaires contribuent à améliorer la santé et le bien-être des enfants, ce qui entraîne un impact positif sur leur croissance, leur développement et leur capacité à apprendre.

Une bien meilleure fréquentation scolaire

Partout dans le pays, les cantines scolaires sont un vrai incitatif pour les familles qui n'hésitent plus à envoyer leurs enfants à l'école. Elles savent dorénavant que leurs petits adorés recevront au moins un repas nutritif par jour.

Par conséquent, ils sont plus enclins à les inscrire et à les maintenir à l'école. En d'autres termes, le taux d'absentéisme et de décrochage scolaire est nettement réduit. Mais

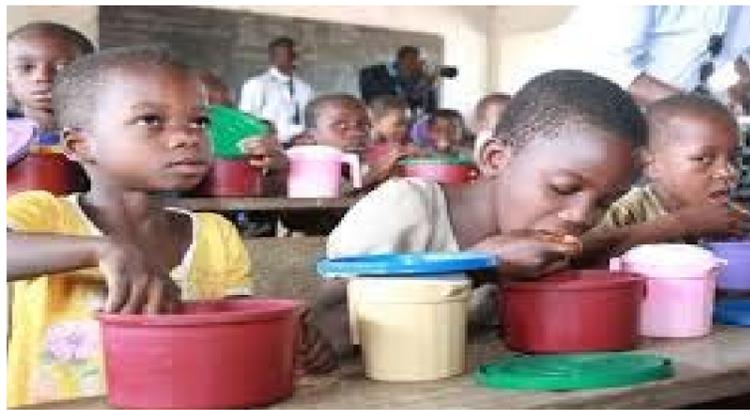
encore, les performances scolaires s'améliorent. Ventre affamé n'a point d'oreilles. L'alimentation saine et équilibrée garantie par les cantines scolaires favorise la concentration, la mémoire et la capacité d'apprentissage des enfants. Les petits et les petites arrivent à mieux se concentrer en classe et à parfaitement assimiler les connaissances que les enseignants leur transmettent.

300 000 élèves à toucher d'ici peu

Durant l'année scolaire 2022-2023, ce sont 218 395 élèves qui ont été touchés par les cantines scolaires sur le territoire. Ils fréquentent les établissements primaires publics. Ce bilan dressé le 1er mars 2024 par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb), à l'occasion de la 9e édition de la Journée africaine de l'alimentation scolaire (JAAS), montre que le nombre d'élèves bénéficiaires de ce programme a donc progressé de 65 %, lorsqu'on le compare à celui de 2022 qui était de 132 153 élèves. S'agissant du nombre d'écoles touchées, il a aussi connu une croissance de plus de 40 %, passant de 906 établissements à 1 284. Près de 22 millions de repas ont été servis au cours de l'année scolaire 2022-2023. D'ici 2025, le pays veut toucher 300 000 élèves.

School Assur, fait un bien fou aux écoliers et à leurs parents

Le programme de protection sociale en milieu scolaire, appelé School Assur, est très avantageux pour les écoliers. Il s'occupe de la prise en charge de leur santé, garan-



Des élèves bénéficiaires de la cantine scolaire

tissant donc leur bien-être physique et rassurant les parents d'élèves sur le fait que les enfants sont dans de très bonnes mains à l'école.

School Assur a été lancé en octobre 2017. C'est une initiative du président de la République destinée à renforcer la protection sociale des élèves des établissements publics, à travers des offres de services de santé gratuits.

Il est indiqué que le cumul des prises en charge du démarrage du programme jusqu'à la date du 5 mai 2024 révèle qu'exactly 4 553 624 prises en charge ont été effectuées dans toutes les régions. Par région, on a dans le Grand Lomé 148 208 prises en charge, 1 179 392 en tout dans la région maritime, 1 444 372 dans les Plateaux, 504 322 dans la région centrale, 836 607 dans la Kara et 440 723 dans la région des Savanes. Par prestation, les responsables indiquent qu'il y a eu 1 713 102 consultations, 501 262 analyses, 2 239 765 sollicitations de pharmacie, 24 758 hospitalisations et 74 737 chirurgies.

Il est à rappeler que School Assur

fournit une couverture médicale aux élèves, permettant d'accéder aux soins de santé essentiels en cas de maladie ou de blessure. Il inclut les consultations médicales, les médicaments, les soins et les examens de santé préventifs. Avec l'autre programme destiné à l'alimentation des élèves (cantines scolaires), School Assur améliore la nutrition des élèves en s'assurant qu'ils n'aient rien qui entrave à leur appétit et qui agisse négativement sur leur bonne nutrition ou à leur santé globale.

Au Gouvernement, on indique qu'en prenant en charge leur santé, School Assur contribue au bien-être mental des élèves, en réduisant le stress lié aux préoccupations de santé et en favorisant un environnement scolaire sécuritaire et favorable à l'apprentissage. Il réduit l'absentéisme scolaire lié à la maladie ou à d'autres problèmes de santé, ce qui permet aux élèves de rester plus régulièrement en classe et de bénéficier pleinement de leur éducation, avec un taux de réussite qui s'accroît à chaque fin d'année.

Koudjoukabal

CINEMA :

La 8^e édition du Festival International du Film du Togo (FIFTO) annoncée

! Cinéma togolais : de l'industrialisation à la professionnalisation ", c'est sous ce thème qu'est placée la 8^e édition du Festival International du Film du Togo (FIFTO) qui se tiendra du 3 au 10 août prochain. Les villes de Tsévié, Atakpamé, Blitta, Sokodé, Kara et Dapaong sont retenues pour accueillir les activités de ce festival. Des films seront projetés à Lomé dans différents lieux, comme dans le bas-fond de l'Agora Senghor, Canal Olympia Godopé (près du marché Hanoukopé), Canal Olympia Midé (près du marché de Cacavéli), les centres des jeunes d'Amadahomé et d'Avéji, puis dans les chefs-lieux des régions du pays, précise le ministère de la culture qui organise l'événement.

Des films togolais et internationaux de tous genres, des cinécafé, des événements conviviaux réuniront des critiques de cinéma, des réalisateurs, des scénaristes, des producteurs et artistes pour discuter des films projetés. Il est aussi prévu des animations au Village du FIFTO, incluant le marché international du film de



Au milieu, le ministre de la Culture et du tourisme, Dr Gbenyo Lamadokou,

Lomé et des expositions artistiques, qui mettent en lumière le talent des cinéastes.

Le festival prévoit aussi plusieurs types de compétitions en long et court métrage pour les cinéastes togolais. Pour la compétition internationale long métrage, il est prévu des prix de meilleur film, de meilleur documentaire, meilleure interprétation masculine et féminine ainsi que des prix spéciaux concernant les films fiction et documentaire pour encourager les participants.

En lien avec le thème de cette 8^e édition du FIFTO, le ministre Kossi Gbenyo Lamadokou, a indiqué que l'industrialisation seule ne suffit plus pour porter

l'industrie du cinéma à des niveaux les plus élevés. " La professionnalisation est tout aussi essentielle.

Il s'agit donc de former nos talents, de les accompagner dans leur développement et de renforcer les réseaux de collaboration nationale et internationale ", a-t-il fait savoir.

Selon le Gouvernement, l'édition 2024 du FIFTO a pour vision de stimuler le potentiel sous-exploité du cinéma togolais, en créant des opportunités à la fois à l'échelle nationale et internationale. Elle s'annonce comme une étape cruciale dans l'évolution du cinéma togolais, tant elle offre une plateforme unique pour

célebrer, discuter et promouvoir l'évolution dynamique du cinéma togolais, dans le contexte global de l'industrie cinématographique.

" Il s'agit également de célébrer la diversité culturelle, en mettant en avant le patrimoine national, de mettre en place un cadre de formation et d'échanges pour la nouvelle génération de professionnels à travers des ateliers, des masters class, des conférences et des panels de discussions sur les enjeux de l'industrie cinématographique ", assure-t-on.

C'est la Côte d'Ivoire qui est le pays invité d'honneur. " La Côte d'Ivoire, parce que pour l'instant, c'est l'un des meilleurs pays en matière de cinéma en Afrique de l'Ouest. Une journée lui sera donc réservée et entièrement consacrée à la culture ivoirienne. Nous voulons pour ce faire, profiter de sa tradition et de ses cultures, à travers une quinzaine de ses professionnels qui seront là pour animer les masters class et former le jury, dans le but d'aider les jeunes à mieux produire chez nous ", a renseigné Denis Koutom, le directeur du Centre National du Cinéma et de l'Image Animée.

La rédaction

lemedium2013@yahoo.fr

Zozo

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : DERNIÈRE LIGNE DROITE POUR

LE SCHEMA NATIONAL



Au Togo, le schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) s'apprête à devenir une réalité, près d'un an et demi après le démarrage des travaux. Les principaux acteurs impliqués dans l'élaboration sont réunis depuis ce lundi 10 juin à Lomé, pour la validation des livrables.

Durant cinq jours, les travaux, pilotés par le ministère de la planification du développement et de la coopération, permettront d'étudier les différents outils conçus par les experts, après consultation des différents acteurs de développement du pays, notamment les acteurs étatiques, les collectivités territoriales, la société civile, le secteur privé, la chefferie traditionnelle, les partenaires techniques et financiers. L'objectif est de recueillir les dernières recommandations et avis, pour la mouture finale.

Dessiner l'image du Togo pour les 20 prochaines années

"L'élaboration du SNAT dans laquelle nous nous sommes engagés est le fruit d'une vision que nous avons l'ambition et la volonté de concrétiser à travers une démarche méthodologique qui ne laissera rien ni personne pour compte car, en définitive, il s'agit pour nous de nous doter d'un cadre de référence préfigurant le Togo de demain que nous voulons et qui prône l'inclusion conformément à la politique du Chef de l'Etat", a indiqué le Secrétaire général du ministère, Bégédouwe Paneto à l'ouverture des ateliers.

Une fois adopté, le schéma national d'aménagement du territoire servira d'instrument référentiel d'aide à la prise de décision pour le gouvernement, en vue d'améliorer la cohérence et la synergie des politiques et stratégies sectorielles, pour une gestion harmonieuse, équilibrée et durable de l'espace national.

"Nous nous sommes fixés une ambition pour les 20 prochaines années, et l'objectif de nos travaux sera de définir une image attendue du territoire togolais à l'horizon 2045", a expliqué pour sa part le Directeur de l'orientation spatiale du territoire, Yendoube Demakou.

Source : @Republiquetogolaise.com

IFAP : DES APPRENANTS FORMÉS EN WIFI ZONE, ONT RECU LEUR

ATTESTATION



La deuxième édition de la formation sur les techniques en implémentation WiFi, initiée du 06 mai au 07 juin 2024 par l'administration de l'Institut de formation et d'appui professionnel (Ifap), à l'endroit du public et de ses étudiants, appartient désormais à l'histoire. Occasion pour les premiers responsables de cet institut de procéder à la remise d'attestation de fin de formation aux bénéficiaires. C'était au cours d'une cérémonie de remise tenue, vendredi dernier, dans les locaux de l'Institut à Lomé.

Pendant un (1) mois, les participants se sont familiarisés avec plusieurs modules inscrits au menu de la formation. Il s'agit notamment de la configuration et installation du routeur Mikrotik model RB951 (routeur dédié au wifi zone), de la gestion des tickets et des comptes utilisateurs, de l'intégration d'un routeur au Mikrotik, de l'information et des techniques de réparation des smartphones.

"Tout au long de cette formation qui a duré un mois, nos apprenants ont appris comment est ce qu'on fait la gestion des clients, comment est ce qu'on fait la coupure des tickets, comment est ce qu'on arrive à créer plusieurs signaux WiFi sur un seul routeur Mikrotik", a souligné le formateur Kossigan Bouley. Ce qui devait permettre aux participants qui sont pour la plupart des étudiants de l'Ifap de s'élever sur le terrain en attendant la fin de leur formation. " Avec cette formation, les différents apprenants viennent d'être outillés pour faire face aux différents défis informatiques sur le terrain ", a indiqué M. Bouley. " Ils peuvent l'utiliser dans les entreprises pour pouvoir contrôler les utilisateurs, c'est-à-dire qui utilise la connexion, quand il la utilise et qu'est ce qu'il fait de cette connexion. Pourquoi pas installer ou implémenter le wifi aux clients dans les différents quartiers au Togo ? ", a-t-il ajouté.

"J'appelle tous mes amis, frères et sœurs béminois à s'inscrire à l'Ifap pour leur formation. Vous n'allez pas regretter ", a lancé le bénéficiaire Jérôme Djogbenou d'origine bémoinoise. " Avec cette formation, je commence déjà à me vendre sur le marché. Merci à l'Ifap ", a martelé Samuel Essowédou Ana, délégué général à l'Ifap.

La troisième édition s'annonce déjà avec plein d'autres surprises avec des modules supplémentaires comme l'installation des caméras de surveillance.

@mediu

Abonne-toi via TMoney et tente de gagner plein de cadeaux



***145*434#**



1-00000

La Fibre 📞 **888 | 119**

Promo valable jusqu'au 7 Juillet 2024
Règlement du jeu consultable sur le site web Togocom.tg

togocom.tg

Avancer. Pour vous. Pour tous.



TOUS À L'ÉCOLE

Le prêt pour payer l'école de vos enfants

Jusqu'à

5 mois de salaire*

Réponse en **24H****

Remboursable sur **11** mois maximum

* Offre soumise à conditions

** Pour les remboursements, 48h pour le dossier

BOA | www.boa.tg.com



BMCE GROUP



Souscription possible sur



ou **BOAweb**

BONNE FÊTE DE TABASKI



La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

